



Le premier ministre a réaffirmé sa détermination à travailler avec les dirigeants africains engagés pour édifier et développer le NPDA. Le Canada jouera à cet égard un rôle de premier plan. Sous sa direction, le G8 élabore actuellement un plan d'action concret relatif à l'Afrique, qui doit être adopté en juin prochain au Sommet de Kananaskis.

Nous devons inverser les tendances qui ne manifestent en Afrique. Le Canada est conscient de l'ampleur du défi et des efforts de longue haleine qu'il imposera aussi bien aux Africains qu'au monde développé. Toutefois, toutes les nations ont l'obligation morale de s'attaquer au problème, et aussi un intérêt économique à le faire.

Le Canada apporte à cette entreprise des années d'expérience dans le domaine de l'aide innovatrice au développement et des liens étroits avec plus de quarante pays africains, dans le cadre de la Francophonie et du Commonwealth. Le Canada a été un chef de file dans le domaine de l'allégement de la dette. Nous avons radié plus d'un milliard de dollars de créances de pays en développement. En janvier 2001, le Canada a cessé de percevoir les remboursements provenant de onze pays pauvres très endettés. Le premier ministre a annoncé dans le dernier budget que 500 millions de dollars seraient réservés au soutien des objectifs du NPDA grâce à la mise en œuvre du plan d'action du G8 pour l'Afrique.

D'après le NPDA, cependant, l'allégement de la dette et l'aide ne suffisent pas en soi. La démocratie, la primauté du droit et une réglementation transparente, prévisible et respectée créent et maintiennent des conditions propices à la croissance économique. Nous devons également appuyer les efforts déployés par l'Afrique pour créer des conditions pouvant attirer davantage de ressources publiques et privées à court et à moyen terme. Le monde développé doit en même temps reconnaître que les perspectives d'investissement et de commerce sont très limitées si les Africains n'ont pas accès à nos marchés.

Il y a matière à réflexion dans le NPDA. Je vous souhaite bonne chance et beaucoup de succès dans vos travaux. Je suis impatient de lire le rapport final du Forum national.

L'honorable Denis Paradis, député  
Secrétaire d'État  
(Amérique latine et Afrique) (Francophonie)